

Le CHD Zou – Collines recrute 55 agents

*Recrutement de 55 agents au profit du Centre Hospitalier
Départemental du Zou et Collines*



REPUBLICQUE DU BENIN
MINISTRE DE LA SANTE



BP: 48 Abomey/ BENIN
Tél: +229-22-50-00-61/62

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
SANTE DU ZOU

**CENTRE HOSPITALIER
DEPARTEMENTAL**

N° DP43 /2022/CHD-ZOU/COLL/DIR/SAAE/DGAP

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Directeur du Centre Hospitalier Départemental du Zou et des Collines communique :

Dans le cadre du renforcement des capacités dudit centre en ressources humaines de qualité, il sera organisé **Le Samedi 12 février 2022**, un recrutement de cinquante-cinq (55) agents sur fonds propres au profit du CHD-Zou/Collines.

1° Conditions d'accès

Les personnes intéressées par ce concours doivent remplir les conditions ci-après :

- Etre de nationalité béninoise ;
- Jouir de ses droits civiques ;
- Etre de bonne moralité ;
- Etre âgé de 18 ans au moins à la date de composition
 - de trente-neuf (39) ans au plus au 31 décembre 2022 pour les candidats des catégories A et B ;
 - de trente-quatre (34) ans au plus au 31 décembre 2022 pour les agents des catégories C et D ;

- Etre indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse, nerveuse, poliomyélitique ou lépreuse, ou en être définitivement guéri.

Les fonctionnaires de l'Etat, civils et militaires ou paramilitaires, partis volontaires de la fonction publique, ne sont pas concernés par le présent avis de recrutement.

2° Liste des pièces à fournir

Le dépôt des dossiers de candidature se fera du **Mercredi 19 janvier au Lundi 31 janvier 2022 à minuit** sur la plateforme **emploisante.gouv.bj** ou à la **Division Gestion Administrative et du Personnel du CHD-Zou/Collines.**

Lesdits dossiers doivent comporter les pièces suivantes :

- a) Une demande manuscrite adressée au Directeur du CHD-Zou/Collines ;
- b) une copie légalisée de l'extrait d'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu ;
- c) une copie légalisée du certificat de nationalité ;
- d) une copie du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois à la date du lancement du recrutement ;
- e) une copie légalisée certifiée conforme du diplôme exigé pour l'emploi choisi ;
- f) une enveloppe timbrée format moyen portant l'adresse du candidat et son contact téléphonique.

Par ailleurs, il est rappelé que seuls les candidats présélectionnés et détenteurs d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport en cours de validité, du certificat d'identification personnelle

ou de la carte d'identité biométrique et d'un pass vaccinal seront autorisés à composer. Aucune autre pièce ne sera admise.

Les candidats admissibles après la phase écrite seront soumis à un entretien et ou une pratique.

3° Centre de composition

Le test se déroulera le Samedi 12 février 2022 au Lycée Houffon d'Abomey à partir de 8 heures très précises.

Pour tous renseignements complémentaires (détail des emplois, épreuves et diplômes requis), les candidats sont invités à consulter le tableau docimologique ou se rapprocher de la Division Gestion Administrative et du Personnel.



NB : Les diplômes de tous les candidats déclarés admis seront soumis à une vérification d'authenticité.



TABLEAU DOCIMOLOGIQUE

RECRUTEMENT DE CINQUANTE CINQ AGENTS SUR FOND PROPRES AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER DÉPARTEMENTAL DU ZOU ET DES COLLINES

Session du 12 février 2022

N° d'ordre	Emplois	Nombre de Places	Epreuves-Durée	Diplômes Requis
01	Docteurs en Médecine (Généralistes)	02	Pathologies générales Durée : 2 heures	Doctorat d'Etat en Médecine
02	Praticiens Spécialistes, option : Gynécologie Obstétrique	01	Gynécologie ou Obstétrique Durée 2 heures	Doctorat d'Etat en Médecine + quatre (04) ans au moins d'études spéciales en Gynécologie Obstétrique
03	Inspecteur d'Action Sanitaire (Anesthésiste-réanimateur)	02	Techniques d'anesthésie et de réanimation Durée : 2 heures	Diplôme d'Etat d'Anesthésie-Réanimation (BAC+5)

04	Techniciens Supérieurs d'Action Sociale niveau "A"	01	Pratique d'intervention d'aide à la personne Durée : 2 heures	Diplôme d'Etat de Technicien Supérieur d'Action Sociale
05	Techniciens Supérieurs de Laboratoire	03	Biochimie clinique Durée : 2 heures	BAC + trois (03) ans d'études, option : Analyses Biomédicales
06	Secrétaires des Services Administratifs	01	Rédaction administrative Durée : 2 heures	BAC GI
07	Contrôleurs d'Action Sanitaire (Infirmier Diplômé d'Etat)	13	Soins infirmiers Durée : 2 heures	Diplôme d'Infirmier Diplômé d'Etat BEPC + 3 ans
08	Assistants des Services Financiers	09	Comptabilité générale et gestion des stocks Durée : 2 heures	Diplôme de CAP/AC + attestation de fin de formation en informatique
09	Secrétaires Adjointes des Services Administratifs	02	Informatique : saisie en Word et Excel et gestion administrative Durée : 2 heures	CAP Employé de Bureau
10	Technicien d'Hygiène et d'Assainissement	01	Hygiène Hospitalière Durée : 2 heures	Diplôme de Technicien d'Hygiène
11	Auxiliaires de Pharmacie	04	Pharmacologie et initiation à la connaissance des médicaments et du stock Durée : 2 heures	CEP ou équivalent plus Diplôme d'Auxiliaire de pharmacie

12	Aide-soignant (e) (CEPE + Attestation de formation)	12	<ul style="list-style-type: none"> o Le nursing (toilette des patients, réfection des lits des patients, soins de bouche, prévention des infections des escarres). o L'hygiène hospitalière (Hygiène des locaux, o entretien du matériel de soins) Durée : 2 heures	CEP ou équivalent + Diplôme légalisé de fin de formation en métier d'Aide-soignant
13	Préposé des Services Administratifs	04	Dietée lacunaire Durée : 2 heures	CEP, classe de troisième plus attestation de fin de formation en informatique

NB : Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être appuyés d'une équivalence dûment établie par la Commission Nationale d'Etude des Equivalences de Diplômes (CNEEI)

COVID-19 AU BENIN : Des citoyens récalcitrants à la recherche de leur dose de vaccin

La Covid-19, cette maladie infectieuse provoquée par le coronavirus le plus récemment découvert, le SRAS-CoV-2, continue de perturber profondément tous les secteurs d'activité essentiels aux besoins vitaux de l'homme. Pour l'éviter, scientifiques et acteurs du monde sanitaire ont su mettre en place des vaccins capables de prévenir la forme grave de la maladie. En les homologuant, l'OMS a souhaité que les populations soient vaccinées le plutôt pour éviter une énième vague de décès imputable à cette pandémie.



A l'instar des différents gouvernements des pays en voie de développement, le Bénin en recevant une quantité non négligeable de vaccin par le biais du mécanisme COVAX, a déroulé une stratégie vaccinale poussée afin de rendre effectif les vœux de l'OMS.

Des mois plus tard, le constat est moins reluisant avec un faible taux de couverture vaccinale. Aussitôt, des mesures

coercitives ont été prises par le gouvernement pour hausser le taux de couverture vaccinale. Au nombre de ces mesures se trouve l'interdiction d'accès des personnes non vaccinées aux administrations publiques. S'en sont suivies plusieurs autres mesures prises par certains services déconcentrés de l'Etat au plan départemental.

Du coup, des citoyens jusque là rebellés aux vaccins pour plusieurs raisons sont désormais obligés de se mettre au pas. Ces récalcitrants qui viennent chercher enfin leur première ou seule dose de vaccin contre la Covid-19 selon que l'on soit en face du SYNOVAC, de JONHSON-JONHSON, de ASTRA ZENECA ou de Pfizer.

En tout cas, ils n'ont pas souhaité pour une raison que ce soit, manquer les administrations publiques. Car, la survie de leurs activités en dépend.

Au centre de santé central de Bohicon, le poste de vaccination ouvert est afflué par des personnes longtemps restées dans la désinformation.

Ces citoyens qui ont voulu résister par conviction panafricaniste ou par peur de subir les pseudo-effets post-vaccinales dissipées par les rumeurs ou simplement parce qu'ils ne se sentaient pas concernés viennent de réaliser qu'il s'agit plus d'une question de santé et de sécurité publique.

La fameuse résistance ne durera pas. Puis qu'ils étaient des milliers à recevoir ces derniers jours leur dose du vaccin contre la COVID-19, dans l'espoir de pouvoir accéder aux services de l'administration publique.

D'un prétexte à une raison de se vacciner

A Sodohomè Alikpa, ce mardi 30 novembre, les personnes non vaccinées en majorité des jeunes côtoyaient, ceux, venus chercher leur deuxième dose pour prolonger l'efficacité du vaccin.

Gabin T., est un agent de recouvrement dans une structure financière à Bohicon. Il déclare « *Je ne croyais pas à*

l'existence de la maladie selon ce qui est dit via WhatsApp ». Le voilà qui lâche la vérité. La désinformation à travers les réseaux sociaux a renforcé la résistance aux vaccins.

D'ailleurs, le relais communautaire rencontré à ce poste de vaccination s'étonne de voir autant de gens recevoir une première fois leur dose de vaccin alors plus que la vaccination est lancée depuis de 03 mois. « *J'en ai vacciné une vingtaine pour le compte de cette seule matinée contrairement au début* », a-t-il déclaré.

Pourtant les vaccins contre la COVID-19 étaient disponibles depuis plus de trois mois pendant que le gouvernement n'avait cessé d'appeler les uns et les autres à se faire vaccinés.

À Abomey, la capitale historique du Bénin, les non-vaccinés étaient composés principalement des artisans, des autochtones, des adeptes de Vodun et surtout des jeunes qui ne sont pas du tout senti concernés.

C'est le cas de Maurice S., mécanicien auto de profession, qui, pour régulariser les pièces administratives de son enfant, candidat au Certificat d'Etude Primaire, a du se plier à la règle en vigueur.

Sur la dizaine de personnes rencontrées au centre de santé de Zakpota, se trouve des enseignants sensibilisés par leur hiérarchie à se faire vaccinés.

Plusieurs ont également dit avoir été d'abord inquiets face à un vaccin développé aussi rapidement. Toujours est il que, pour une raison ou pour une autre, la grande majorité des béninois hostiles à la vaccination contre la COVID-19 reçoit de jour en jour leur dose de vaccin. Il y va non seulement de la sécurité sanitaire de tous mais aussi, de la reprise normale des activités économiques, culturelles et touristiques, véritables secteurs tributaires du développement du Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Assemblée Générale Ordinaire à la PNUSS : Janvier HOUNGUEVOU et ses pairs réaffirment leur engagement

Avec l'appui technique et financier du Programme d'Appui à la Santé Sexuelle et Reproductive et à l'Information Sanitaire (PASRIS), la Plateforme Nationale des Utilisateurs des Services de Santé (PNUSS), respectueuse des textes qui le régissent, a organisé sa première Assemblée Générale Ordinaire les 09 et 10 décembre 2021 à l'hôtel Miracle de Bohicon.



Photo de famille AGO PNUSS 2021

Le respect des textes fondamentaux doit être le leitmotiv de toute association qui se veut sérieuse et ambitieuse. C'est ce qu'à compris l'équipe dirigeante de la Plateforme Nationale des Utilisateurs des Services de Santé, qui, conformément à

ses statuts, a tenue son Assemblée Générale Ordinaire. Après deux années et demie d'existence, la Plateforme Nationale des Utilisateurs des Services de Santé se retrouve à la croisée des chemins pour passer en revue les actions jusque là posées et de lancer les prochains défis. Cette rencontre qui a connu la participation des délégués venus des différents ancrages départementaux de la PNUSS, a été une véritable occasion aux membres de passer au peigne les différentes réalisations.

Satisfait de la forte mobilisation des membres à cette assemblée, le Représentant de ENABEL, André N'TCHA N'OUEMOU, dit espérer que les objectifs visés par l'Assemblée Générale Ordinaire soient atteints pour contribuer non seulement à un meilleur fonctionnement de la PNUSS grâce aux réformes mais aussi de s'adapter aux exigences de sa durabilité. Il a pour finir souhaiter que les populations puissent de plus en plus porter leurs attentes à la PNUSS afin que leurs réels besoins soient pris en compte en matière d'offre de soins de santé de qualité.

Dans son allocution d'ouverture, le Président en exercice de la PNUSS, après ses mots de bienvenue à l'endroit de tous les délégués présents à cette occasion, a fait remarquer que le but de cette première assemblée générale ordinaire de la PNUSS est d'examiner les réalisations de la PNUSS sur la période Mai 2019 à Décembre 2021 et de donner les orientations pour l'année 2022 et l'horizon 2030. Ceci, pour une meilleure contribution de la PNUSS à la promotion du droit à la santé des populations.

Il n'a pas manqué d'adresser les sincères remerciements de la PNUSS à ses différents partenaires en particulier le Programme d'Appui à la Santé Sexuelle et Reproductive et à l'Information Sanitaire (PASRIS), l'EQUITE, le Ministère de la Santé notamment la DSI, les acteurs de l'offre de soins et de services de santé, les organes de cogestion, les autorités politico-administratives et tous les autres partenaires

d'appui.

A l'entame des travaux au cœur de cette assemblée générale ordinaire, les participants ont passé en revue la feuille de route de mai 2019.

Côté bilan, il est à retenir sans fausse modestie, que les rapports (moral, technique, financier et de la commission de contrôle) brillamment présentés, ont été validés haut les mains.

De véritables avancées avec des défis grandes de taille pour la PNUSS

Du rappel de la feuille de route de mai 2019 à la présentation des rapports (moral, technique, financier et de la commission de contrôle), l'assemblée a eu de riches échanges qui ont permis de lancer les dés. Il s'agit à ce niveau des grandes orientations stratégiques de la PNUSS et des grands axes du manuel de procédure de la PNUSS

Notons que des résultats positifs ont été enregistrés malgré le contexte aussi particulier lié à la pandémie de la Covid-19. Des actions qui ont véritablement impacté les populations à la base grâce à ses démembrements locaux. C'est pourquoi, rappelle le Président, Janvier HOUNGUEVOU, il urge d'entamer un processus de renforcement de l'ancrage et d'autonomisation de la plateforme afin d'impacter davantage les communautés.

Toutefois, les recommandations et perspectives issues de ces assises sont également à la hauteur de la vision et de la détermination de la PNUSS qui ne faiblit pas. Son Président et son staff ont donc reçu le satisfecit de leurs mandants.

Des acquis qui seront restitués à la base en vue d'une meilleure mobilisation pour la promotion du droit à la santé des populations urbaine et rurales du Bénin à en croire Eugénie ROBA. La présence de la PNUSS permet d'écouter la voix des populations face un système de santé qui opérait seul.

Pour rappel, la Plateforme Nationale des Utilisateurs des services de Santé a été mise sur les fonts baptismaux en Mai

2019 . Dès lors elle constitue un instrument d'amélioration de la qualité des services de soins dans les formations sanitaires.

Ses actions visent l'intégration des besoins réels des communautés dans les stratégies et politiques de santé en particulier mais a l'ambition de contribuer à l'amélioration des services sociaux de base.

Chancelle SAKANTO